

# CFDT

## MAIRE : UNE COLERE ... DE DIVERSION

Edmond Maire se fâche...

Lui qui, renonçant même aux revendications de son syndicat, était le premier à freiner en prenant l'initiative de proposer une augmentation du SMIC de 10% seulement...

Lui qui, avec la direction de son syndicat, donnait le triste exemple de la démobilisation et de l'abandon syndical en signant le lamentable protocole sur la soi-disant réduction du temps de travail, écartant au passage une excellente occasion de faire avancer l'unité du syndicalisme de lutte, et au-delà celle de tous les travailleurs face à leurs exploités...

Lui qui, à la rentrée, prônant le « langage de la vérité », allait même jusqu'à mettre en garde le gouvernement sur les illusions qu'il pouvait laisser sur l'ampleur et la difficulté des problèmes, disant que les mesures et réformes nécessaires (notamment à propos de la Sécurité sociale) entraîneraient « un coup de frein sur les ressources »...

Lui, Edmond Maire, serait aujourd'hui en colère, parce que « le gouvernement a pris du retard... » en laissant de côté le volet « droits des travailleurs » par exemple, en procédant à des « nationalisations-étatisation », etc... Le voilà qui clame sur tous les tons une indépendance à l'égard du nouveau pouvoir, indépendance que bien des faits, des attitudes, ces derniers mois, n'avaient guère confirmée (passage de responsables de haut rang, tel Lesire-Ogrel, secrétaire national, dans les couloirs du pouvoir, comme conseillers; conférence de presse de la CFDT au ministère du Travail; attitude sur les revendications...).

Que s'est-il donc passé ?

D'abord, il n'est pas douteux que les positions prises par la direction de la CFDT sur des questions aussi importantes que le SMIC ou le temps de travail, ont été largement désavouées, y compris dans les rangs de la CFDT. Une fédération (Hacuitex) allant même, par exemple, jusqu'à dénoncer « un consensus rampant ». Concernant l'aménagement du temps de travail, sous Giscard, les organisations, les militants CFDT, consultés, avaient largement rejeté l'idée même que leur Confédération puisse signer un accord somme toute bien peu différent de celui signé cette année. Cette fois, sur cette question comme sur le SMIC, la Confédération n'a pas pris la peine de les consulter, elle qui parle tant de faire des travailleurs des acteurs du changement !

Ensuite, et de ce fait, l'ambition, avouée dans les semaines qui ont suivi le changement du 10 mai, de faire de la CFDT le prin-

cipal mouvement syndical de France et l'espoir de voir ses rangs gonflés par « l'état de grâce », se sont trouvés totalement infirmes. Et d'ailleurs, pourquoi adhérer à un syndicat qui pratique à ce point la délégation de pouvoir, et dont l'ambition est de conduire une « opération vérité » pour expliquer aux travailleurs la difficulté des choses, tout en abandonnant le terrain sur ce qui constituait le noyau de sa plate-forme revendicative : bas salaires et réduction de la durée du travail... ? (Bien sûr, cela s'entend globalement, mais pèse lourd, même au niveau de telle ou telle entreprise où les militants et responsables CFDT peuvent être pourtant connus pour une attitude fort différente).

Cette contestation de l'attitude confédérale, elle était présente lors du meeting de la Porte de Pantin, avec Lech Waesa, où l'accueil aux dirigeants fut plus que mitigé : J. Chérèque essuyant de nombreux sifflets, Edmond Maire, lui-même, contraint, face à la réserve du public, de ramer fort pour faire applaudir en fin de compte des propos sur l'indépendance syndicale.

Tout cela témoigne de la vigilance des travailleurs et de la difficultés qu'il y a dans ce pays à entraîner le syndicalisme, la classe ouvrière, sur le dangereux chemin de la perte de leur autonomie, de la cogestion ou de la collaboration (encore que ces dangers sont loin d'être écartés, en particulier dans la situation actuelle, avec un gouvernement de gauche, et présents pas seulement à travers la CFDT, mais à travers tout le mouvement syndical...).

Voilà qui est une excellente chose.

Malheureusement, le cri de colère d'Edmond Maire n'est qu'un changement de ton; il ne revient en rien sur l'attitude et les actes passés. Tout au plus, vise-t-il à faire porter les conséquences au gouvernement (qui prendrait du retard), au patronat (qui interpréterait mal le protocole sur l'aménagement du temps de travail), voire aux travailleurs (qui seraient trop enclin à attendre d'en haut !\*) ... Et, bien entendu, de tout cela, il faudrait que E. Maire sorte blanc comme neige, aux yeux de ses syndiqués et des travailleurs !...

Voilà une attitude qui ne laisse guère d'espoir de voir la Confédération adopter une orientation plus conforme aux intérêts des travailleurs.

Gilles CARPENTIER

\* Ce que les mouvements qui se sont développés ces derniers temps infirment largement...